

[Text]

The Chairman: How large is the staff in the provincial department?

Ms. Irwin: The department hires, perhaps, six people—a director of day care services, a supervisor of day care services, a program developer of day care services who works with the programs that do not meet standards, and financial people—that's it.

The Chairman: It seems that the people who are providing the services are also expected to plan them, whereas you are saying that there is no structure within the department to plan for planning.

Ms. Irwin: That is correct.

The Chairman: There is no structure for planning; therefore, they have not seen it as their role to do a needs assessment, for example. It seems to me that that is a basic principle in terms of planning social policy—it is not a very sophisticated and esoteric concept.

Senator Marsden: I think that is a very good point. Perhaps we should call Al Johnson as a witness and ask him what happens in the formation of social policies. You may be right—we may have fallen into a pension plan and an unemployment insurance plan on the data side alone.

I have one last question which arises from the comments on page six of your brief with respect to the affordability of child care. You raise a very good point, that this is a weekly problem for parents. They have to have the cash available to pay on a weekly basis and the tax deduction does not help. You will recall that the government recently changed the system so that the negative child tax credit comes back twice a year. Do you have any solution to that problem? Would you prefer to see the negative child tax credit come back bi-annually, more often, or is that not a solution? Would you prefer to see child care subsidized in such a way that there is no cash outlay on the part of the parents?

Ms. Irwin: Less cash outlay by parents, perhaps. I think there are two possible solutions in this regard. One, if CAP or its replacement raised eligible salary levels enough so that parents in need paid less, that would help them to meet the weekly cost. Secondly, a rearrangement through direct or operating grants that would simply decrease the weekly cost to a parent would also be of assistance. Perhaps a negative child tax credit that came back every second week would be a good idea, but that would be an incredibly expensive alternative.

Senator Marsden: What about family allowance, if it were increased to the point where it would cover child care?

Ms. Irwin: As an income equalization/subsidization program, I have nothing against child tax credits, but they do not really provide direct answers for non-parental child care.

[Traduction]

La présidente: Quel est le personnel du ministère provincial?

Mme Irwin: Le ministère a embauché six personnes environ—un directeur des services de garderie, un superviseur des services de garderie, un élaborateur de programme de services de garderie qui s'occupe des programmes qui ne respectent pas les normes provinciales et un service financier. Voilà tout.

La présidente: Il semble que ce soit les personnes chargées de fournir ces services qui doivent également les planifier, alors que vous semblez dire qu'il n'existe, à l'intérieur du ministère, aucune structure chargée de la planification.

Mme Irwin: C'est cela.

La présidente: Il n'y a pas de structure de planification; par conséquent, ils ne pensent pas qu'il leur appartient d'effectuer une analyse des besoins, par exemple. Il me semble qu'il s'agit-là d'un principe fondamental en matière de planification de politique sociale—il ne s'agit pas là d'une notion particulièrement complexe et raffinée.

Le sénateur Marsden: Je pense que cette remarque est forte intéressante. On pourrait peut-être demander à Al Johnson de témoigner sur la question de la formation des politiques sociales. Il se peut que vous ayez raison—que nous en soyons arrivés à un régime de retraite ou à un régime d'assurance-chômage parce que nous ne disposons pas de données suffisantes.

Il me reste une dernière question qui porte sur les commentaires que l'on trouve à la page 6 de votre mémoire concernant les frais de garderie. Vous avez parfaitement raison d'affirmer que pour les parents, il s'agit-là d'un problème qui se pose chaque semaine. Ils doivent disposer de cet argent chaque semaine et la déduction d'impôt n'est pas une mesure qui les aide beaucoup. Vous savez que le gouvernement a récemment modifié ce système pour que le crédit d'impôt relatif aux enfants soit accordé deux fois par an. Connaissez-vous une solution à ce problème? Pensez-vous qu'il serait préférable d'avoir un calcul biannuel du crédit d'impôt, un calcul plus fréquent ou d'adopter une autre solution? Pensez-vous qu'il serait préférable de subventionner les garderies de façon à ce que les parents n'aient pas à déboursier d'argent?

Mme Irwin: Peut-être, que les parents n'aient pas à déboursier d'argent. Je pense qu'on peut envisager deux solutions à ce problème. La première consisterait à augmenter suffisamment les niveaux d'admissibilité calculés en fonction du salaire dans le cadre du RAPC ou du système qui le remplacerait de façon à ce que les parents qui ont des problèmes financiers ne payent que des frais réduits, ce qui les aiderait à effectuer les versements hebdomadaires. Deuxièmement, l'octroi de subventions directes ou d'opérations qui auraient pour effet de réduire les frais hebdomadaires que doivent assumer les parents. Il est possible qu'un crédit d'impôt pour enfant bimensuel serait une bonne idée mais un tel système coûterait horriblement cher.

Le sénateur Marsden: Et si l'on augmentait les allocations familiales de façon à ce qu'elles puissent couvrir les frais de garderie?

Mme Irwin: En tant que programme d'égalisation des revenus et des subventions, je n'ai rien à dire contre le crédit d'impôt pour enfant mais cela ne résoud pas le problème que